

Traitement des toxicomanes

Les ONG disent non à la suppression de la méthadone

Depuis que le ministre de la Santé a annoncé la suppression du traitement par méthadone (TSM) d'anciens utilisateurs de drogues, 14 ONG engagées dans des services de Réduction des risques se sont mobilisées. Elles soutiennent que le TSM a contribué à améliorer la qualité de vie des utilisateurs et à baisser de 60% le taux de criminalité de 2007 à 2012.



14 ONG étaient réunies jeudi 23 juillet à la mairie de Port-Louis pour faire entendre leur voix.

Le rapport mondial sur les drogues publié en 2009 indique que Maurice a atteint un niveau élevé de consommation d'opiacés (héroïne, brown sugar et autres dérivés de l'opium). Avec un taux de 1,95% de prévalence d'opiacés chez les adultes, Maurice a été classé parmi les pays ayant un des taux les plus élevés au monde, en ligne avec l'Iran et la Russie à la fin des années 2000. De plus, l'incidence du VIH a montré une épidémie très concentrée chez les personnes qui s'injectent des drogues chez nous.

Cette situation a exhorté les autorités mauriciennes à mettre en place des services de santé pour les populations les plus touchées. En 2006, Maurice a été le premier État africain à lancer des services de Réduction des risques comme le Programme d'échange de seringues (PES), et le traitement de substitution à la méthadone (TSM), dans une approche multisectorielle. Les résultats ont clairement démontré que ces programmes ont été efficaces en termes de prévention du VIH, puisque le taux d'incidence au sein de la communauté des personnes qui s'injectent des drogues a drastiquement diminué.

Après avoir pris le pouvoir en décembre dernier, la nouvelle équipe dirigeante s'est activée à travailler de manière différente, afin de nettoyer le pays de toutes les actions négatives de l'ancien régime. Toutefois, dans la volonté de faire les choses autrement, même les programmes efficaces de l'ancien régime sont désormais compromis.

Or, les Programmes de Réduction des risques comme le traitement par méthadone et le programme d'échange de seringues ont conduit à une réduction de plus de 60% du taux d'incidence du VIH chez ceux qui s'injectent des drogues à Maurice. Outre de réduire la transmission du VIH, d'autres effets positifs ont été notés. Un grand nombre d'utilisateurs de méthadone viennent dans les poches de pauvreté. Selon leurs témoignages, ce programme a été pour certains un moyen de se repositionner socialement et professionnellement. Il leur a aussi permis de rétablir l'équilibre dans leur couple et leur environnement familial.

Selon une étude réalisée en 2010, le programme de substitution à la méthadone a aussi contribué à améliorer la qualité de vie des utilisateurs et de l'estime de soi. Sur la même période, une baisse de 60% du taux de

« Le ministère de la Santé exige que les ONG travaillant sur le Programme d'échange de seringues lui rapportent les noms complets et les numéros de carte d'identité nationale des utilisateurs de ce service. Or, c'est la confidentialité qui a fait le succès du programme. »

criminalité a été observée de 2007 à 2012.

Toutefois, ces programmes de Réduction des risques ont été bousculés de manière inquiétante depuis le début de l'année par :

- La décentralisation du programme : la méthadone est désormais distribuée selon un créneau horaire plus limité dans les postes de police;
- L'intervention du ministre de la Santé dans la presse pour indiquer que le programme de substitution à la méthadone serait graduellement éliminé;
- L'exigence du ministère de la Santé faite aux ONG travaillant sur le Programme d'échange de seringues qu'elles rapportent aux autorités les noms complets et les numéros de carte d'identité nationale des utilisateurs de ce service. Si les ONG ne s'y conforment pas, elles ne recevront plus de soutien pour exercer leurs activités;
- L'Arrêt définitif de l'induction (nouvelles inscriptions) au programme de substitution à la méthadone, sans déclaration officielle pour justifier cette mesure. L'induction de ce programme a aussi été interrompue en milieu carcéral, là où

une personne sur 5 est atteinte du VIH;

- Dorénavant, les personnes qui veulent s'inscrire au programme de substitution à la méthadone seront sélectionnées. Une partie sera retenue et orientée vers un traitement alternatif. Aucun détail sur le type de traitement alternatif disponible, ou sur le calendrier d'une telle action n'a été proposé à ce jour. Or, 200 personnes sont sur les listes d'attente des ONG telles que le Centre Idrice Goomany, LakazA et AILES.

Les organisations de la société civile qui travaillent sur ces problématiques se disent inquiètes des mesures prises dans les deux principaux services de réduction des risques disponibles dans le pays.

La confidentialité des services du Collectif Urgence Toxida - CUT (non-divulgaration de l'identité des utilisateurs de ces services) a été installée, au fil des années, un climat de confiance entre les travailleurs sur le terrain et les utilisateurs. CUT est la principale ONG travaillant sur le PES depuis 2006. L'installation de l'Unique Identifier Code (UIC), a également permis l'introduction d'un système de suivi et d'évaluation. Ce qui a mené à un rapport efficace des ONG aux autorités et aux bailleurs de fonds sur le nombre exact des bénéficiaires et évite le double comptage.

Cette méthode est conforme aux directives de l'OMS / l'ONUSIDA / l'ONUSIDA qui encouragent l'utilisation de l'UIC en matière de prestation de services sanitaires et sociaux :

«To avoid double-counting, a strictly anonymous system of identifying clients and recording their return visits may be necessary. A common method is to provide each client with a unique identifier code (UIC). This code enables a service to record individual clients' patterns of attendance (...) without the need to collect identifying information such as names or government-issued ID numbers. Coverage can be even more accurately measured if the same UIC is used across different services. (...) The coding system should be easy for a client to recall and must protect clients' confidentiality by ensuring that the UIC cannot be decoded to reveal the identity of the client.»

Actuellement, un formulaire de consentement est distribué sur les sites PES de CUT. Jusqu'à présent, 92% des utilisateurs disent désapprouver l'obligation désormais faite de donner leurs noms



et leurs numéros d'identification. La potentielle divulgation de ces informations les découragerait à se procurer des seringues neuves, et encouragerait le partage de seringues déjà utilisées entre eux, impactant ainsi sur la transmission du VIH.

Les 14 organisations non gouvernementales engagées dans la Réduction des risques et signataires de ces propositions suggèrent que le ministère de la Santé reconsidère sa décision d'interdire les nouvelles inscriptions au programme de méthadone. Elles soutiennent que ce programme a obtenu des effets positifs et que si son introduction pose parfois problème à la communauté, il devrait plutôt être amélioré afin de limiter son impact négatif.

Les personnes déjà inscrites au programme de méthadone le sont encore pour un long traitement. Les ONG et les bénéficiaires du programme s'inquiètent donc de l'annonce faite en début d'année par le ministre sur l'arrêt prochain (et jugé trop brusque) de ce programme. «Cela irait complètement à l'encontre des recommandations de l'Organisation mondiale de la Santé, arguent-elles.

«Les études menées à ce propos indiquent que les personnes qui suivent une thérapie à long terme à base de substituts aux opiacés (opioïd agonist therapy) comme le programme de méthadone, ont plus de chances de survie que celles qui ne le sont pas. L'arrêt

brutal de ce traitement risque de faire replonger les bénéficiaires. À la lumière de ces constats, nous recommandons donc que les traitements à base de substitut à l'opium soient maintenus et poursuivis aussi longtemps que les besoins cliniques de ses bénéficiaires le nécessiteront. Les patients et le personnel médical ne devraient pas prendre à la légère la décision d'interrompre (par exemple pour des raisons administratives) ces traitements à base de substituts aux opiacés.»

La transmission du VIH chez les personnes qui s'injectent des drogues a augmenté dans des pays comme la Roumanie et la Grèce. Les ONG craignent qu'avec la suppression du financement des programmes de Réduction des risques, Maurice soit confronté à la même menace. Considérant le succès de ces programmes chez nous depuis 2006, la réduction ou la suppression de ces programmes est jugée très préoccupante.

Une collaboration des actions des ONG et du ministère de la Santé avait réussi à faire baisser le taux de transmission du VIH de manière drastique ces dernières années à Maurice. Le manque de collaboration actuel pourrait avoir un impact sur les taux de criminalité, la crédibilité de Maurice sur la scène internationale dans le domaine du VIH et des drogues et les coûts de santé publique liés au traitement, soins et suivi des personnes vivant avec le VIH et l'hépatite C.

Six recommandations des ONG pour les programmes de Réduction des Risques

- Application d'un système de code sur tous les services de Programme d'Échange de Seringues, y compris les services PES gouvernementaux, en ligne avec les recommandations de l'OMS/ONUSIDA/ONUSIDA, afin de protéger l'identité des utilisateurs du service.
- Réouverture de l'inscription des personnes qui s'injectent des drogues aux programmes de substitution à la méthadone.
- Mettre l'accent sur un programme de désintoxication pour les personnes qui utilisent la méthadone, et qui prennent d'eux-mêmes une décision éclairée de cesser le programme.
- Réorganisation des services de méthadone, conformément aux recommandations faites par des consultants externes pour le programme local, notamment le groupe Australasian Aids Project Management Group en 2012, et l'adapter aux nouveaux défis
- Création d'un comité multisectoriel pour appliquer le programme de Réduction des Risques, où la société civile et les utilisateurs des programmes seront inclus
- Introduction d'un Plan national sur les Drogues, où la société civile sera incluse, comme cela a été le cas pour le Plan national de Lutte contre le Sida.

DISCLAIMER

Les informations contenues dans ces deux pages n'engagent que l'association DISMOI (Droits humains Océan Indien) et les intervenants. La reproduction, la diffusion et/ou la distribution de ces informations ne sont pas autorisées sans la permission de DISMOI.



Le Collectif urgence Toxida est la principale ONG travaillant sur le programme d'échange de seringues depuis 2006.



DISMOI (Droits humains-Océan Indien) est une organisation non gouvernementale qui aide à promouvoir la culture des droits humains dans la région du Sud-Ouest de l'océan Indien, notamment les Seychelles, Maurice, Rodrigues, Madagascar et les Comores. Fondée en 2012, l'organisation milite pour la défense et l'enseignement des droits humains.

DISMOI, ARCADES RAMDOUR,
289 ROYAL ROAD, ROSE-HILL -
TEL : 5 440 45 01
INFO@DISMOI.ORG - HTTP://
WWW.DISMOI.ORG